

# Pages de gauche

## Mensuel d'opinions socialistes

### ÉDITORIAL

#### Déclaration de guerre!

C'est un véritable coup de massue que la Société Suisse des Entrepreneurs (SSE) a décidé d'assener aux travailleurs du bâtiment.

En décidant de dénoncer et résilier la convention nationale de travail du secteur principal de la construction pour le 30 septembre prochain, la SSE fait s'écrouler des décennies d'acquis sociaux, et affiche désormais de manière ostentatoire son vrai visage: celui de l'arrogance et du mépris des ouvriers de ce pays.

Les raisons d'un tel acte? Le refus catégorique des syndicats d'entrer en matière sur la revendication hallucinante du patronat d'augmenter la flexibilité horaire. En effet, la SSE réclamait 180 heures flexibles, à raison de 80 heures négatives par année. En clair, la possibilité de renvoyer les maçons à la maison en cas de manque de travail, et de leur demander de rattraper ces heures «en moins» dans le cours de l'année, quitte à effectuer, par périodes, des semaines de 50-60 heures! Conséquence: les travailleurs perdront, entre autres, les salaires minimaux, le 13e salaire, la 5e semaine de vacances, la protection jusqu'à 720 jours contre le licenciement en cas de maladie, etc, et seront soumis à un dumping salarial sans précédent. Et tout ceci, à un moment où jamais la santé et la sécurité des maçons n'a été aussi en danger, où le secteur de la construction n'a jamais dégagé autant de profit et où les grues «fleurissent» aux quatre coins du pays.

Mais la SSE va devoir assumer ses responsabilités. Car face à toute guerre s'organise une résistance: les chantiers grondent, l'agitation grandit déjà, les ouvriers crient leur ras-le-bol de voir leurs droits soumis aux pires attaques! C'en est trop, et il est temps désormais de défendre la dignité des ouvriers du bâtiment face à l'arrogance du patronat, si celui-ci ne fait pas marche arrière. Quitte à poser les outils pendant un temps...

Réd.



Maisons ouvrières construites en 1898 à Manchester pour remplacer des taudis du quartier de Ancoats

### DOSSIER: LA VILLE

## La ville, condition de notre monde

Alors que près des trois quarts de la population suisse habite dans une agglomération urbaine et que la majorité des grandes villes sont dirigées par la gauche, quels sont les défis qui attendent les villes? Au-delà des nécessités écologiques largement débattues dans les parlements et les médias, ces espaces de vie sont autant d'enjeux pour le «vivre ensemble». C'est dans ces lieux étranges que se déroulent nos rencontres, mais aussi notre socialisation, notre ascension sociale et notre bien-être, tout simplement. Si le pouvoir politique des communes se limite à l'«accueil» des habitants, il se doit de gérer et réguler une mixité sociale et ethnique exacerbée, la délinquance ou la précarité.

Le dossier de *Pages de gauche* de ce mois entend contribuer à affirmer des espaces de vies accueillants, voués aussi à permettre aux plus précarisés d'y trouver une place et un avenir. C'est ainsi qu'il s'agira de traiter de la question fiscale, pour savoir à quel prix les villes doivent ou peuvent faire revenir les classes sociales les plus aisées dans les centres. La suite du dossier développera la question sociale liée aux villes: comment garantir la mixité, comment mêler exigences sociales avec défis écologiques? Il se terminera ensuite en questionnant les initiatives de gauche à mettre en place dans nos villes pour garantir des espaces d'habitation et de rencontres non discriminatoires.

Réd.

Suite du dossier en pages 5 à 10

**Syndicalisme**  
Résistances et mobilisation en Guinée

Page 4

**International**  
10 ans de blairisme. Quel bilan?

Page 11

**National**  
L'UDC empêtrée dans le scandale FENACO

Page 12

# Dissociété

La lecture de la *Nouvelle Revue*, organe des radicaux vaudois, est toujours instructive. Leur président Claude-André Fardel incarne le bon sens terrien. Pourtant la lecture de ses écrits révèle une maîtrise de la dialectique que les marxistes ne peuvent qu'envier. Ainsi dans le numéro d'avril 2007, Fardel énonce cette grande vérité: «Plus que jamais, l'équilibre ne se conserve que dans le mouvement: tous ceux qui en appellent à l'immobilisme retardent d'une ère!». Lukacs n'aurait pas dit mieux.

Fardel fait référence à l'abandon par les trentenaires d'un «mauvais réflexe» des trentes années d'après guerre. Pour les jeunes d'aujourd'hui, «rien n'est garanti, ni la sécurité de l'emploi à vie, ni la constance des revenus; quant au chômage, s'il survient, ce n'est plus une honte ou un drame, mais un tremplin pour rebondir.» Vive donc le chômage, l'instabilité de l'emploi, l'inconstance des revenus, etc. Bref, il est bon que les travailleurs soient précarisés, soumis à une incertitude constante, à l'absence de règles, à l'incapacité de se projeter dans le futur. Ils n'en rebondiront que plus haut.

La droite a beau jeu d'exalter les «gagnants». Elle a tout à gagner de cette dissociété (comme dit Jacques Généreux). D'un côté les gagnants qui s'en sortent par leurs seules qualités, de l'autre, les perdants, paresseux et assistés. Car au-delà de l'explication «naturelle» de l'ordre social (la survie du plus fort), la dissociété nie le fait que le chômage, l'instabilité de

l'emploi, etc. sont provoquées par le système économique. Le chômage y est une simple fatalité que les individus, par leurs capacités personnelles et leur état d'esprit peuvent (ou non) surmonter. La précarisation des conditions de travail n'est pas une stratégie patronale visant à briser les solidarités, à rendre la main-d'œuvre encore plus docile, à créer une «armée de réserve du prolétariat» (Marx), mais une simple chance à saisir. Cette idéologie indigne de la faute individuelle est devenue une constante.

Prenons-en un autre exemple: «Nous devons permettre aux individus de s'en sortir dans un marché du travail flexibilisé. Cela n'est possible qu'avec de la formation, de la formation et encore de la formation». Il ne s'agit pas de remettre en cause la précarisation constante des travailleurs, mais uniquement d'adapter les travailleurs à la précarisation. Là encore, on rend les travailleurs responsables de leur propre sort: hors de question de remettre en cause l'organisation du marché du travail: s'ils ne s'en sortent pas dans cette jungle capitaliste, c'est qu'ils ne sont pas assez formés.

Mais au fait, qui est l'auteur de cette phrase? Un professeur d'économie à Saint-Gall? Un grand patron? Un politicien bourgeois? Perdu, il s'agit de la présidente du groupe socialiste aux chambres fédérales, Ursula Wyss (Woz 10-5-2007). Camarades, encore un effort...

Romain Felli



## Pages de gauche

Mensuel d'opinions socialistes

Abonnement annuel: Fr.49.–  
Abonnement de soutien: Fr.130.–  
Abonnement réduit (AVS, AI, étudiant-e-s, chô-m-euse-eur-s): Fr.29.–  
CCP 17-795703-3

Contact par courrier ou à  
info@pagesdegauche.ch  
www.pagesdegauche.ch

**Rédaction et secrétariat:**  
Case postale 7126, 1002 Lausanne  
info@pagesdegauche.ch

**Rédaction:**  
Samuel Bendahan (SB), Maurizio Colella (MC), Romain Felli (RF), Nicolas Gachoud (NG), André Mach (AM), Cyril Mizrahi (CM), Philippe Mivelaz (PhMi), Rebecca Ruiz (RR), Mathias Schaer (MS), Julien Wicki (JW).

**Comité:**  
Olivier Barraud, Valérie Boillat, Michel Cambrosio, Dan Gallin, Lyonel Kaufmann, Pierre-Yves Maillard, Jean-Marie Meiland, Stéphane Montangero, Chantal Peyer, Eric Peytremann, Florian Ruf, Géraldine Savary, Alberto Velasco.

**Comité de parrainage:**  
Franco Cavalli, Valérie Garbani, Stéphane Rossini.

**Collaboration permanente:**  
Christian D'Andrès, Grégoire Junod, Salima Moyard, Philipp Müller, Christian Vullioud.

**Maquette:**  
Marc Dubois, MDVR, Lausanne.

**Mise en page:**  
Julien Wicki, Lausanne

**Impression:**  
Imprimerie du Journal de Sainte-Croix.

# Crises, quelles crises?

C'est moins les soi-disant crises du PS qui doivent nous préoccuper que les connivences entre la presse et les milieux politiques de droite.

Par Pierre Aguet, ancien conseiller national socialiste vaudois.

Il ne se passe pas un jour sans que les journaux français et suisses ne «tartinent» sur les crises supposées de nos partis socialistes respectifs, et le grand public, voire les militants eux-mêmes, se disent qu'il y a sûrement une crise. Il n'y a pas de fumée sans feu...

A l'époque de Staline, je me souviens comment s'exprimaient certains tenants du libéralisme, quelle admiration ils avaient pour ce pouvoir capable de si bien contrôler son opinion publique: «Les Russes sont dans la misère, ils ont 50 ans de retard, mais ils sont persuadés du contraire. Quelle maîtrise! Il faudra absolument que nous arrivions à faire aussi bien.» Il a fallu quelques années. Mais quel succès. Ajoutez à cela quelques informations gênantes par-ci par-là et l'accusation tombe: «Tous les journalistes sont de gauche».

Mettez-vous dans la peau de ces journalistes. Faisant leur métier et ayant dénoncé certains faits que les puissants eussent préféré ne pas lire dans la grande presse, ils sentent immédiatement leur job menacé. Le rédacteur en chef est sans cesse obligé de jouer entre quelques informations qui font vendre, qui maintiennent aussi la crédibilité du journal et les pressions conjuguées du propriétaire et des annonceurs.

## VOUS VOYEZ BIEN QUE NOUS NE SOMMES PAS DE GAUCHE

Dès lors, quel aubaine de pouvoir évoquer jusqu'à plus soif une critique formulée par la Présidente de la Confédération, la socialiste Micheline Calmy-Rey, sur les difficultés de son parti à faire passer son message. Dès lors, quelle aubaine de souligner le manque d'engagement du PS zurichois qui vient de recevoir une claue lors des dernières élections cantonales. Dès lors,

quelle aubaine de pouvoir «tartinier» sur les coups de griffes que s'adressent les prétendants au trône de François Mitterand. Vous voyez bien que nous ne sommes pas de gauche...

## CONTRÔLER L'OPINION PUBLIQUE

Seuls des exemples vécus peuvent illustrer ce dont le public n'a aucune idée. Venons-en donc à quelques faits précis:

1) 24 Heures a publié, le 16 mai, la photo de huit proches amis de Nicolas Sarkozy qui contrôlent Europe 1, Paris-Match, Le journal du dimanche, Elle, Nice-Matin, La Provence, LC1, Matin Plus, La Chaîne directe 8, La Tribune, Socpresse, Le Figaro, Le Point, Libération, Le Monde. Staline disposait-il d'une pareille diversité de titres? Il reste encore F2 et F3 qui ne sont pas cités. Ils dépendent du service public. Et le service public, c'est Berlusconi, pardon, c'est Sarkozy.

2) A notre petite échelle: lorsque Yves Christen, à l'époque futur et désormais ancien syndic de Vevey, et son comité du parti radical veveysan ont interdit au rédacteur en chef de *La Feuille d'Avis de Vevey* d'imprimer une seule fois le nom du soussigné dans son journal, avec la menace que, du jour au lendemain, toute la publicité passerait au Journal de Montreux, même les journalistes de 24 Heures et du *Journal de Montreux* se sont alignés pour ne pas nuire à leurs collègues de Vevey. J'ai toujours dit que le mot solidarité était l'un des plus beaux de la langue française. Pour comprendre l'efficacité d'une telle démarche, j'ajoute que trois semaines plus tard, je défendais le budget de la ville devant le Conseil communal, au titre de vice-président de la Municipalité et responsable de quatre dicastères sur sept parce que le syndic Chavannes était à l'hôpital. J'ai eu à m'exprimer beaucoup, de 20 heures à 2 heures du matin. Mon nom n'était cité dans aucun des

trois comptes-rendus de journaux indiqués ci-dessus. Croyez-vous toujours à la liberté de la presse en Suisse?

3) Quelques années plus tard, le même scénario s'est produit au niveau de la presse vaudoise. Du jour au lendemain, plus aucune information n'est sortie sur le travail du conseiller national soussigné. Pour suivre son activité, il fallait lire la *Basler Zeitung* ou la *NZZ*. Bernard Meizoz avait subi le même sort, mais pour d'autres raisons. Lui, ne barrait pas la route à deux collègues ambitieux.

4) Qui se souvient des articles publiés pendant les premières années de la municipale et de la syndique Yvette Jaggi dans notre «bonne Julie»? C'était indécent. Lorsqu'il était impossible de dire du mal en parlant d'elle, on flanquait l'article d'une photo «dégueulasse». L'ostracisme et la mauvaise foi avaient atteint un tel niveau que le Conseil communal dut décider de créer un «tout ménage» régulier pour informer la population lausannoise du travail de ses autorités.

5) À l'inverse, vous souvenez-vous de cette initiative lancée par le président du Conseil d'administration du groupe Publicitas, dont Edipress

contrôle le capital, M. Philippe Pidoux? Elle proposait de faire un seul canton avec Genève et Vaud. Tous les politiciens qui se sont engagés dans cette stupide aventure ont bénéficié, pendant des mois, d'une couverture médiatique de tous les instants. Cela ne prête-t-il pas à réfléchir?

## ETRE PLUS ATTENTIFS À CETTE PROBLÉMATIQUE

La gauche et les syndicats ne devraient-ils pas s'inquiéter un peu plus du fonctionnement de la presse de ce pays? Elle est, qu'on le veuille ou non, la garante d'une démocratie vivante et bien réelle. Les possibilités offertes par Internet permettent la diffusion d'informations cachées, mais elles n'ont pas l'impact de la TV, de la radio ou de la presse écrite. De plus, les informations qui circulent sur la toile n'ont pas souvent fait l'objet de la vérification qu'impose l'éthique journalistique.

Nous avons de la chance de maintenir ouvert, dans les partis de gauche, un débat qui ne sera jamais totalement clos tant que nous resterons des organisations démocratiques. «Plus à gauche ou plus à droite» s'affronteront toujours. Ce débat n'est pas une crise. Il est un signe de santé.



Le quatrième pouvoir en plein exercice...

SOMMAIRE	
1	Déclaration de guerre
2	Dissociété
3	Crises, quelles crises?
4	Les syndicats, principale force sociale en Guinée
5 à 10	Dossier: La ville
11	Tony s'en est allé
12	UDC: faites vos jeux
12	Initiative pour la protection contre la violence des armes
13	Y a-t-il des raisons d'interdire le droit de vote dès 16 ans?
14	Sortir de la «politique d'épiciers»
15	Une législature de perdue, sauf pour l'UDC et l'économie
16	La dernière – Agenda



# Les syndicats, principale force sociale en Guinée

Retour sur le soulèvement populaire en Guinée du début d'année (cf PdG 55), mené par les syndicats nationaux et durement réprimé par le Gouvernement. Entretien avec Abdoulaye Lélouma Diallo, ancien fonctionnaire du BIT pour la Guinée et actuellement consultant au sein de l'organisation.



Manifestation de soutien aux travailleurs guinéens à Paris

Quel a été le rôle des syndicats guinéens dans le soulèvement du pays?

Les syndicats, regroupés en une Inter-centrale - composée de la CNTG (Confédération Nationale des Travailleurs de Guinée, l'organisation la plus ancienne et la plus représentative), de l'USTG (Union Syndicale des Travailleurs de Guinée, qui vient en 2e position du point de vue représentativité), de l'ONSLG (Organisation Nationale des Syndicats Libres de Guinée) et de l'UDTG (Union Démocratique des Travailleurs de Guinée) -, ont déclenché en janvier 2007 une grève générale illimitée, la 3e du genre suite au refus du gouvernement d'appliquer les accords signés à l'issue des grèves précédentes. Les revendications contenues dans le préavis de grève étaient centrées entre autres sur l'amélioration du pouvoir d'achat (augmentation des salaires, baisse des prix des denrées de première nécessité, revalorisation d'allocations diverses, etc...), des conditions sociales (approvisionnement régulier en eau, électricité, moyens de communication, entre autres) de la bonne gouvernance (en luttant contre la corruption), de la séparation des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire et le respect de la liberté syndicale. Tous les travailleurs, tous secteurs confondus, et l'ensemble du Peuple guinéen ont soutenu et se sont reconnus dans ces revendications, et ont appuyé une grève qui a été massivement suivie dans la totalité du pays. Le gouvernement, n'ayant pas réussi à briser la mobilisation, a utilisé tous les moyens, y compris la force brutale, en faisant tirer à balles réelles sur la population, occasionnant plus d'une centaine

de morts parmi les travailleurs et les jeunes qui manifestaient pacifiquement. Il a ordonné l'arrestation des leaders syndicaux pour briser la grève au lieu d'entamer des négociations sérieuses avec l'Inter-centrale syndicale. Durant tous ces événements, qui ont duré de janvier à février, le Peuple de Guinée entier, à travers toutes les couches socioprofessionnelles, s'est mobilisé derrière les syndicats. Ceux-ci ont joué le rôle moteur dans le soulèvement du pays et sont reconnus comme étant la force sociale qui a montré son courage et sa détermination pour un changement qualitatif et durable tant attendu en Guinée.

Quel soutien avez-vous reçu de la Communauté internationale et particulièrement des autres syndicats?

Nous avons bénéficié du soutien multiforme de la communauté internationale à travers la majorité des ambassades des pays du G8 présentes à Conakry, les organisations intergouvernementales régionales (CEDEAO en particulier), continentales (Union Africaine) et internationales (BIT, Nations-Unies, Haut Commissariat des Droits de l'Homme, etc.), les Associations de défense des Droits de l'Homme africaines et internationales. La solidarité et le soutien massifs des centrales syndicales nationales au niveau africain, européen, américain et international se sont manifestés tout au long de notre lutte. La quasi totalité des centrales syndicales africaines, les organisations régionales, l'OUA (Organisation de l'Unité Syndicale Africaine), la CSI (Confédération Syndicale Internationale) ont non

seulement envoyé des messages de solidarité, mais aussi, pour certaines, dépêché des délégations en Guinée. Ce fut le cas entre autres de la CSI qui a dépêché en Guinée son Secrétaire Général Guy Ryder à la tête d'une forte délégation du BIT et de l'OUA.

Où en est la situation aujourd'hui en Guinée?

L'Inter-centrale, après avoir obtenu la nomination d'un Premier Ministre et la mise en place d'une nouvelle équipe ministérielle de large consensus composée de cadres nouveaux n'ayant pas appartenu aux gouvernements précédents, veille à l'application intégrale des accords signés avec le Gouvernement et le patronat, l'Assemblée nationale ayant joué le rôle de facilitateur. Les syndicats maintiennent la mobilisation de leurs membres ainsi que les contacts avec les autres forces sociales et exercent des pressions chaque fois que cela est nécessaire pour rendre le processus de changement irréversible. Ils attachent une attention particulière à la mise en place de la commission d'enquête pour identifier, juger et condamner tous les instigateurs et acteurs de la répression lors des événements douloureux de juin 2006 et de janvier-février 2007 ayant causé plus d'une centaine de morts.

La Guinée a historiquement une tradition syndicale très forte. D'où vient cette spécificité?

Le mouvement syndical guinéen a joué un très grand rôle dans la lutte pour l'accession du pays à l'indépendance. Non seulement il a participé aux grèves déclenchées dans les ex-colonies françaises de

l'Afrique occidentale, mais il a mené en Guinée ses propres luttes revendicatives de nature sociale et politique. Mieux, le premier président de la Guinée indépendante est issu du mouvement syndical et les leaders syndicaux guinéens ont joué des rôles importants dans la promotion de l'unité et la création des Organisations syndicales continentales telles que l'USPA (Union syndicale Pan-Africaine), l'OUA à Addis-Abeba en 1973 et l'OTAO (Organisation des Travailleurs de l'Afrique de l'Ouest). Dans toutes ces structures, les responsables syndicaux guinéens ont occupé des fonctions au plus haut niveau, sans compter qu'au sein des institutions nationales (Gouvernement, parlement, Conseil économique et social etc.), les cadres syndicaux ont joué et continuent de jouer des rôles importants.

Pour conclure, il est utile de rappeler que l'un des résultats des grèves menées en Guinée par l'Inter-centrale est la prise de conscience des Guinéens et leur détermination à ne plus subir passivement les injustices exercées par les tenants du pouvoir. Les récentes manifestations des étudiants, des élèves et des garnisons militaires sont des preuves que rien ne sera plus comme avant; ils témoignent à suffisance que la volonté de changement est bien enracinée, qu'il suffit pour les syndicats de l'entretenir afin de la rendre positive, irréversible, en vue de promouvoir un développement et un progrès au bénéfice de tous les Guinéens.

Propos recueillis par Maurizio Colella

## DOSSIER: LA VILLE

# La ville, condition de notre monde



Mondeville, Basse-Normandie. Cette cité ouvrière est presque entièrement rasée lors des bombardements alliés de 1944. Ce bâtiment est l'un des rares à y avoir échappé.

A la fin du XXe siècle, pour la première fois de son histoire, la planète est devenue majoritairement urbaine. Nous n'avons pas fini de subir les conséquences de la dynamique profonde de l'urbanisation à l'échelle globale. Comme le rappelle utilement l'historien Mike Davis dans son ouvrage *Planet of Slums* (Verso Books, 2006), jamais les inégalités n'auront été si grande, ni la misère si intimement liée à la ville. L'urbanisation de la planète, c'est d'abord la bidonvillisation des mégapoles du monde entier et la ségrégation des classes sociales en milieu urbain.

Le développement de

la pauvreté urbaine à l'échelle globale est le résultat de différents facteurs, au premier rang desquels, les politiques néolibérales de désengagement de l'Etat, qui ont eu un impact désastreux sur la gestion urbaine des pays pauvres, les services publics, les aménagements hygiéniques, etc. A l'échelle globale, la ville est en crise: crise sociale, humaine, mais aussi crise environnementale (pollution, hygiène, ...), comme nous l'a rappelé récemment l'épisode de la «grippe aviaire».

EN SUISSE AUSSI...

En Suisse, bien sûr, on est loin de cette description dure

les agglomérations urbaines que se cristallisent les formes de précarité les plus diverses: la toxicomanie, la délinquance, la clandestinité sont autant de manifestations de dérèglements qui échappent à la stricte politique urbaine. Plus ou moins visibles ou volontairement cachées, ces expressions de la marginalité mettent parfois à mal la cohabitation, mais permettent de prendre la mesure des inégalités. Ces formes de pauvreté sont aussi celles qui sont instrumentalisées par la droite pour prôner la répression de maux sociaux et désigner des «coupables» à un mal-être structurel. Les villes ont ceci d'am-

de la réalité des conditions de vie d'une grande part des travailleuses et des travailleurs des pays les plus pauvres, mais aussi des pauvres dans les pays les plus riches (5% des états-unis habitent dans du logement précaire). Pourtant la ville en Suisse, comme en Europe, n'est pas épargnée. C'est en effet dans

LA CHANCE DE LA GAUCHE

La ville est ainsi la chance de la gauche suisse. Alors que nous vivons dans un pays structurellement à droite, alors qu'il n'y a guère que deux ou trois épisodes où des cantons ont été gouvernés à gauche, toutes les grandes villes suisses sont aujourd'hui tenues par des coalitions à majorité socialiste-verte. Cela signifie que les lieux de plus grande concentration du pouvoir, de la richesse, comme de la pauvreté sont gouvernés par la gauche. Il s'agit d'une chance formidable pour montrer les capacités de la gauche non seulement à bien gérer les affaires publiques, mais surtout à construire des alternatives concrètes à la politique bourgeoise. Evidemment ces alternatives sont fortement contraintes, mais si minimales soient-elles, elles forment l'embryon d'une contre-société, plus juste et plus respectueuse. Les villes sont l'horizon (indépassable?) de la gauche en Suisse et dans le monde.

Mathias Schaer et Romain Felli

**Les structures sociales de la ville**  
Quelle est la spécificité des villes et de leurs populations?

6

**Attirer les riches?**  
Dans un contexte de chantage à la délocalisation fiscale, les villes-centres essaient d'attirer des contribuables aisés

7

**Pour des éco-quartiers sociaux**  
Les éco-quartiers sont encore trop souvent réservés aux classes moyennes et supérieures.

8

**Lutter pour des espaces publics**  
Les espaces publics de nos villes doivent rester en main de l'Etat.

9

**Gouverner à gauche?**  
Rencontre avec Valérie Garbani, municipale neuchâteloise

10

## DOSSIER: LA VILLE

# La Ville, cette inconnue...

Quelle est la spécificité des villes et de leur population? Concentrent-elles vraiment tous les problèmes? L'étude du cas de Lausanne apporte quelques réponses.

Par Pierre Dessemontet, géographe.

Ville et campagne se regardent en chiens de faïence depuis la nuit des temps. Depuis qu'ils existent, les centres ont été perçus comme profondément différents des terres qui les entourent, colportant à la fois une image de puissance et une autre vaguement inquiétante, siège du pouvoir politique et religieux, place de marché mais aussi lieu de perte: la ville est magni-

...la ville est magnifique et vénérable...

fique et vénérable. Aujourd'hui encore elles n'échappent pas à leur image. Suite aux changements majeurs intervenus dans la fabrique urbaine lors des cinquante dernières années, les villes-centres seraient toujours un condensateur et un révélateur social, le lieu où se rassemblent l'essentiel de la nouveauté et de la modernité, mais aussi et surtout toutes les misères et tous les problèmes de la société actuelle, le tout dans un contexte de perte démographique chronique. Mais qu'en est-il en fait, chiffres en main? A l'exemple de Lausanne, la réalité, comme toujours, est plus nuancée. La société urbaine est bien différente des populations qui l'entourent, mais pas toujours comme on se l'imagine.

## LA VILLE SI DIFFÉRENTE

Les différences évidentes d'abord. En ville, la proportion de personnes âgées est nettement plus forte qu'ailleurs, et spécialement qu'en banlieue, les

ânés y disposant à proximité immédiate d'un grand nombre de services. Mais la ville abrite également une très forte proportion de jeunes adultes: étudiants, apprentis, travailleurs en premier emploi y trouvent de quoi se loger et des opportunités introuvables ailleurs. A l'opposé, la ville abrite peu de familles, donc peu d'enfants, peu de parents, peu de ménages déjà bien installés dans l'existence: ceux-ci, bien souvent, s'en sont allés peupler la ceinture périurbaine à la naissance de leur premier ou second enfant. Lausanne perd des habitants en regard de sa périphérie, mais en gagne en revanche à l'international: à l'instar des autres grandes villes suisses, Lausanne est une porte d'entrée en Suisse pour de très nombreux immigrés, gagnant ainsi une population modeste mais très industrielle, à qui elle doit par ailleurs le redressement de sa natalité ces dernières années.

Ânés, jeunes adultes, immigrants récents forment ensemble une société fragile, à laquelle vient s'ajouter une concentration de personnes en difficulté. Ces dernières y trouvent l'anonymat et les structures d'accueil et d'accompagnement qu'elle est la seule à fournir. Mais la société urbaine est bien plus que cette addition de fragilités: jeunes et immigrés forment une catégorie sociale riche de promesses et de perspectives. A ce titre la ville joue un rôle de catalyseur social en accueillant des personnes en devenir, tout



Cité ouvrière de Potigny, Basse-Normandie.

en exportant vers le reste du pays des personnes et des familles pour l'essentiel largement intégrées. Situation paradoxale de la ville qui endosse les risques inhérents à une population en devenir, mais ne recueille que très partiellement les fruits de sa réussite.

## PAS PLUS PAUVRE QU'AILLEURS

Contrairement à une idée largement répandue, on n'est pas plus pauvre en ville qu'ailleurs: le niveau de revenu par personne y est égal à la moyenne nationale et on y dispose de plus d'argent que dans bien des villages, bourgs et banlieues industrielles. Si une partie de la population urbaine est effectivement modeste, ce n'est pas tant par manque de revenus qu'à cause de la cherté de la vie. La charge fiscale en ville est (surprise!) comparable à la moyenne nationale, mais des loyers élevés et des primes d'assurance-maladie punitives amputent le revenu de manière disproportionnée. Par ailleurs, si des poches de pauvreté existent en ville, elles abritent la plupart du temps des populations qui ne s'y trouvent que pour un temps: les poches sont pérennes mais leur population change, contrairement à celle de zones paupérisées à l'instar des banlieues françaises, dont les plus proches équivalents en Suisse se trouvent à l'exté-

rieur des villes-centre. Enfin, et c'est très important, la ville abrite toujours une bourgeoisie anciennement installée qui tire ses revenus vers le haut, et elle attire désormais de plus en plus les «bobos», ces jeunes professionnels urbains sociologiquement aisés mais politiquement à gauche, qui avec les étrangers ont contribué à l'élimination de la droite aux élections de 2006, en attendant de prendre les rênes du pouvoir. Bref, il serait réducteur d'affirmer que la structure sociale de la population lausannoise se paupérise.

C'est plutôt dans ses fonctions économiques que Lausanne montre des signes inquiétants. Depuis 1990, Lausanne a perdu plus de 10'000 places de travail (l'équivalent de Filtrona, tous les trois mois, depuis quinze ans). Autant d'emplois que les Lausannois (et les autres) doivent désormais aller chercher à l'extérieur des limites communales, le plus souvent dans cet ouest proche, dont la crise industrielle (de Matisa à IRIL) ne doit pas masquer la formidable montée en puissance économique, mais aussi culturelle (Learning Center, ECAL...). Si Lausanne semble avoir enrayer sa dégringolade démographique, elle qui regagne maintenant des habitants, c'est bien désormais autour de ses fonctions de centre d'emploi que se joue son futur.

## DOSSIER: LA VILLE



Quartier ouvrier construit entre 1820 et 1830 à Queensbury, en Angleterre.

Un des éléments les plus frappants de la transformation des territoires ces dernières années, a été leur mise en concurrence de plus en plus forte. Celle-ci s'effectue à l'échelle planétaire, mais aussi au sein d'un même pays, entre grandes villes. Si l'on en croit le géographe David Harvey, il y a une quinzaine d'années, les villes sont passées d'un modèle d'organisation gestionnaire à un modèle entrepreneurial.

...nous sommes dans un monde où les riches sont de plus en plus mobiles...

Le modèle gestionnaire (ou redistributif) se centrait sur la fourniture, par les autorités politiques, de services et d'infrastructures locales, visant à satisfaire les besoins des populations (services publics, ...). Le modèle entrepreneurial, au contraire, positionne la ville dans une compétition interurbaine et internationale. L'enjeu de cette compétition est d'attirer des investissements privés (par exemple sous la forme de partenariats publics-privés) ainsi que des populations ou des activités spécifiques: contribuables aisés, touristes de classe supérieure, entreprises à haute valeur ajoutée, etc.

Cette mise en compéti-

tion des territoires s'explique par les processus de la globalisation financière néo-libérale. Autrement dit, nous sommes dans un monde où les riches sont de plus en plus mobiles, et où les investissements sont de moins en moins freinés par des barrières physiques ou politiques. Dans ce contexte, qui est aussi celui de l'affaiblissement de la redistribution par l'Etat (tarissement volontaire des finances publiques), les entités politiques se trouvent mi-piégées, mi-complices, d'un chantage permanent à la délocalisation. Délocalisation des entreprises, mais aussi des contribuables: bref, si les conditions (notamment fiscales) ne plaisent plus aux riches, ceux-ci s'en vont et leurs impôts avec. Un exemple de ceci est le phénomène que nous avons mentionné à plusieurs reprises dans *Pages de gauche*, de la concurrence fiscale à la baisse que se mènent les cantons suisses.

## LA LOURDE CHARGE DES CENTRES

Les centres urbains sont particulièrement touchés par ces phénomènes. En effet, là où les riches peuvent être mobiles et s'installer dans des villas en banlieue proche, les plus pauvres se trouvent concentrés dans les centres à proximité des services et des opportunités dont ils

# Attirer les riches en ville?

Dans un contexte de chantage permanent à la délocalisation fiscale, les villes-centres essaient d'attirer des contribuables aisés, afin de renflouer les finances publiques.

ont besoin. Or, en Suisse, les impôts étant en grande partie locaux, de même que les prestations sociales, les municipalités des centres urbains se trouvent confrontées à une double contrainte:

...le taux d'impôt n'est pas le seul critère de localisation des entreprises et des individus...

des charges sociales plus importantes et des rentrées fiscales comparativement moindres.

L'introduction de mécanismes de péréquation fiscale (par exemple EtaCom dans le Canton de Vaud) permet de corriger légèrement ces déséquilibres entre les villes-centres et leurs banlieues riches, mais reste insuffisante. Or dans le contexte de compétition territoriale et de moins-disant fiscal évoqué plus haut, les marges de manoeuvre des villes-centres sont très réduites. Une solution qui se généralise consiste à attirer des contribuables aisés au centre-ville. Comme le dit élégamment la municipalité de Lausanne (Rapport-préavis N° 2005/53): «il est indispensable que Lausanne ne se spécialise pas dans les contribuables pauvres mais diversifie largement, ceci notamment pour pouvoir continuer à faire face aux charges créées par les milieux les plus défavorisés.»

## DEUX VOIES POSSIBLES

Or, si l'on suit cette option, deux voies sont possibles: accepter le chantage à l'imposition, ou le refuser. La première voie est celle de la baisse infinie des taux d'impôt. Elle ne profite qu'aux plus riches et plonge les finances publiques dans une crise incessante. La

seconde option consiste, tout en acceptant le contexte général, à essayer de s'en sortir par le haut, c'est-à-dire sans dégrader les mécanismes fiscaux et de solidarité. Elle passe par l'idée que le taux d'impôt n'est pas le seul critère de localisation des entreprises et des individus. Ainsi, si l'on offre un cadre de vie agréable, des services publics de haut niveau, ainsi qu'une administration efficace, il est possible d'attirer ces contribuables aisés (particuliers et entreprises) qui payent des impôts substantiels.

La ville de Lausanne, par exemple, cherche à s'inscrire dans cette seconde option. Ainsi, une bonne partie des logements qui seront construits en ville dans les années à venir (quartier Beau-Séjour, ou le projet «3000 logements») seront destinés au marché libre (donc non subventionné) afin d'attirer les populations avec une capacité contributive plus élevée.

Evidemment, une telle démarche connaît des limites. Les plus riches sont courtisés, la ville se construit largement autour d'eux. On peut se demander dans quelle mesure l'attraction de contribuables aisés en ville, afin de renflouer les finances publiques, ne risque pas, paradoxalement d'affaiblir les mécanismes de solidarité, lorsque ces populations ne seront plus prêtes à soutenir des majorités de centre-gauche, mais retourneront naturellement à la droite. Un risque à prendre.

Romain Felli

## DOSSIER: LA VILLE

# Pour des éco-quartiers également sociaux

Les éco-quartiers sont encore trop souvent réservés aux classes moyennes et supérieures. A Lausanne, avec le projet «Métamorphose», comme ailleurs, il importe d'ouvrir leur accessibilité à toutes les couches de la population.

La fine pluie a cessé et c'est le parapluie refermé que nous poursuivons notre visite. Nous sommes à Rieselfeld, un éco-quartier de Freiburg en Breisgau (encadré), et je m'étonne du nombre de grosses voitures parkées devant les habitations. Rieselfeld, un éco-quartier pour les nantis? «Le quartier compte actuellement 25% de logements subventionnés, mais il est vrai que nous visions plus», explique notre guide du jour, Daniela Mauch. «Un 3 pièces subventionné coûte environ 800 euros par mois. Pour beaucoup de familles mono-parentales, c'est trop cher».

## «GHETTOS À BOBOS»?

Même constat à Vauban, à un jet de panneau solaire. Ici, pas de logements subventionnés, mais des coopératives ou «Baugruppen», qui permettent d'accéder à la propriété à des coûts moindres que les logements vendus par les promoteurs privés. Andreas Delleske, habitant du quartier et guide, constate que «la très grande majorité des habitants sont des propriétaires, des universitaires de 35 à 45 ans, avec des enfants. Nous aimerions amé-

liorer la mixité sociale, mais à 400 euros le mètre carré de terrain, et sans subventions étatiques (ndlr: qui sont quasiment inexistantes pour les logements sociaux en Allemagne), c'est difficile...».

Difficile aussi de trouver des chiffres relatifs à la composition sociale des éco-quartiers, vraisemblablement parce que les études et les médias se sont surtout focalisés sur l'aspect écologique de ces quartiers. Pourtant, à l'heure où la ville de Lausanne s'apprête à lancer la consultation de son projet «Métamorphose», qui implique la construction d'un éco-quartier de 2'000 logements sur 14 hectares, aux Plaines du Loup, il est fondamental de veiller à rendre les quartiers écologiques accessibles à toutes les couches de la population, sans créer des «ghettos à bobos».

## ASSURER LA MIXITÉ SOCIALE

La solution passera par une répartition équilibrée des types de logements, qui seront essentiellement locatifs. On peut imaginer, par exemple, que l'éco-quartier des Plaines du Loup comporte un tiers de logements sub-

ventionnés, un tiers de logements sur le marché libre construits en partenariat avec des coopératives ou fondations, et un tiers de logements sur le marché libre construits par des partenaires privés. Le fait que la Ville soit propriétaire de l'écrasante majorité de la surface concernée facilitera bien évidemment la mise en place d'une telle politique. L'implantation de structures adéquates (crèches et école pour les enfants, EMS pour les personnes âgées) doit également permettre de s'assurer d'une bonne représentation de la pyramide des âges, indépendamment de l'état du portefeuille.

La politique de la gauche a pour objectif de favoriser l'accès de toutes les couches de la population au logement, et ceci dans le respect de deux principes: développement durable et mixité sociale. Il est impératif que la mise en œuvre du projet «Métamorphose» concilie ces deux principes. C'est là que se trouve le véritable enjeu, pour la gauche lausannoise, de l'éco-quartier des Plaines du Loup.

Florian Ruf

## «CITY MANAGER» OU AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE?

La ville de Lausanne, de même que celle de Neuchâtel, suivant en cela des exemples européens qui se multiplient, vient d'engager un «city manager». Sa tâche consiste à se mettre au service des commerçants de la ville. Il est d'ailleurs financé à hauteur de deux tiers par les commerçants eux-mêmes sous forme d'une taxe obligatoire prélevée par la ville. Il s'agit de dégager des politiques communes en matière d'attraction des consommateurs perdus au profit des hypermarchés qui se développent en banlieue. Les autorités politiques soutiennent cette démarche visant à assurer une animation commerciale du centre-ville.

Evidemment, il s'agit d'une démarche largement réactive, qui ne peut avoir qu'un impact très modéré face à la lame de fond du déplacement des grands centres commerciaux en banlieue. Cette tendance est catastrophique sur le plan environnemental (immenses parkings, les déplacements ne s'y font qu'en voiture), social (il faut justement une voiture pour y accéder...) et fiscal (les rentrées fiscales ne sont plus empêchées par la ville centre).

Aller à l'encontre d'une telle tendance nécessiterait une politique d'aménagement rationnel du territoire beaucoup plus coercitive. Elle se heurterait, bien sûr, à de puissants intérêts... La création de «city managers» ne changera vraisemblablement pas grand chose, mais elle a le mérite d'être consensuelle.

RF

FR

## DOSSIER: LA VILLE

# Lutter pour des espaces appartenant à tous

Les espaces publics de nos villes doivent rester en main de l'État: ils sont autant de lieux de manifestation des identités sociales, d'espaces de rencontre, et de véritables «ressources» pour tous les habitants, sans discrimination.

La ville est une personne dure, mais honnête: elle concentre et met en scène tous les dérèglements de notre système politique et social. Lorsque l'on va «faire un tour en ville», ...Dans ses rues et ses espaces publics, la ville convoque l'abondance tout comme l'indigence et la marginalité...

on va aussi faire un tour du côté des plus démunis que l'on va rencontrer, et auxquels il s'agit de se confronter. Dans ses rues et ses espaces publics, la ville convoque l'abondance tout comme l'indigence et la marginalité, elle affiche avec franchise les injustices sociales et dévoile la face cachée de notre système. La ville est en ce sens un bon baromètre social.

Les politiques urbaines doivent donc faire vivre ensemble, le mieux possible, des individus très différents. Elles n'ont «que» le pouvoir de l'accueil de la pauvreté et de la marginalité, sans en avoir réellement la responsabilité. Il faut alors, pour elles, mettre en place des mesures pour apaiser les citoyens et faire en sorte que la cohabitation se passe sans trop de dégâts: il s'agit souvent de déplacer, réprimer, cacher ou enfermer pour sauver l'ordre public. Ces dégâts permettent néanmoins de faire exister un débat sur leurs causes. Que se serait-il passé il y a quarante ans si la Sorbonne se trouvait en banlieue?

## RÉPRIMER, CONTRÔLER L'ESPACE PUBLIC

Le problème de la délinquance par exemple: du Kärcher aux caméras de surveillance en passant par la présence policière,

les politiques mises en place dans certaines villes ne font que cacher, déplacer ou étouffer les personnes responsables. L'ordre public justifie alors la répression d'un mal-être social qui doit être accompagné et soigné en profondeur: de la même manière, la toxicomanie. Si les personnes concernées sont plutôt... sages, elles ne sont pas pour autant perçues comme très valorisantes pour l'image de la ville ou d'une place. Une fois encore, en déplaçant ces personnes (par des contraintes policières, par la suppression de bancs par exemple), on délocalise aussi l'expression d'un problème. Sous le couvert de l'ordre, on l'empêche d'avoir une place dans la discussion politique. Cette présence a également l'avantage de révéler des destins ou des parcours haletants, méritant une place (!) dans la conscience collective des citoyens et de la société.

## L'ESPACE PUBLIC EST UNE RESSOURCE

Ces exemples ne sont pas anecdotiques. Ils montrent l'importance de l'ouverture de l'espace public à tous les publics, justement. D'où l'importance de les garder en mains étatiques. À l'heure de constater les attaques perpétuelles à l'endroit des services publics, l'espace, de la même manière, tend à être privatisé. Non seulement certains pâtés de maisons et les rues adjacentes sont parfois en possession d'investisseurs privés, mais aussi, certaines places sont aujourd'hui totalement investies d'espaces de consommation: restaurants, bars, magasins par exemple. Cette forme de privatisation de l'espace public va à l'encontre de lieux ouverts à tous, sans

discrimination, et propices au lien social. Mais encore, au-delà de la critique écologiste bien connue, la relégation des espaces de loisirs (parcs, jeux pour enfants, fêtes foraines, installations sportives par exemple) à l'extérieur des villes représente aussi une discrimination pour celles et ceux qui n'ont pas de véhicule. Il n'y a pas besoin de démonstration mathématique pour prouver que les espaces de jeux et les espaces piétonniers sont d'une importance fondamentale dans ...c'est à l'autorité communale d'affirmer son autorité pour maintenir le rôle de l'espace public...

la socialisation des enfants. Aménager de tels lieux au centre des villes, habités par les classes sociales les plus défavorisées, pour pallier aux grands espaces des campagnes, est un projet social important. La densification des activités en ville prend de ce point de vue une autre dimension. Le règne de l'automobile en ville et l'importance des routes et des parkings sont également autant d'expressions de privatisation d'un espace qui pourrait appartenir à toutes et tous.

Mathias Schaer



Quartier ouvrier de Falkenried à Hamburg

ERIC FIRLEY



## DOSSIER: CHINE

# «Les villes et les communes ont encore un avenir, voire un avenir radieux»

*Même si la gauche garde en son pouvoir une majorité des villes en Suisse, il faut maintenir les acquis en mettant en place une politique urbaine volontariste. Valérie Garbani, directrice des Affaires culturelles, de l'Urbanisme et des Transports à la Ville de Neuchâtel, nous livre ses impressions et ses propositions.*

VILLE DE NEUCHÂTEL



En vendant le terrain de l'ancien hôpital des Cadolles, la ville de Neuchâtel espère voir émerger un nouveau quartier dès 2009.

La Suisse est un pays structurellement à droite, néanmoins les grandes villes sont toutes gouvernées par la gauche. Comment expliques-tu ce paradoxe?

Le PS a été, tant au niveau fédéral, cantonal que communal, le premier parti à s'être saisi de la question des villes, en l'inscrivant dans ses programmes politiques et en déposant des interventions parlementaires. Or, même si bon nombre de familles sont domiciliées dans les zones périurbaines, la majorité des emplois se concentrent dans les villes, de même que bon nombre de familles monoparentales. La gauche a également été l'initiatrice et la concrétisatrice de mesures en matière de mobilité douce, d'agenda 21, de collaboration avec les associations de quartier (démocratie participative), de développement d'infrastructures culturelles pour la jeunesse, de revalorisation d'anciens quartiers de friches urbaines pour en faire des nouveaux quartiers mixtes (habitation et structures d'intérêt public). Cette politique est une politique de proximité, de terrain, par opposition aux débats moins concrets chers à la droite tel que l'amaigrissement de l'Etat

et la fiscalité. C'est surtout une politique de proposition dont on peut voir rapidement les effets au vu de la procédure législative moins lourde au niveau local.

**Que signifie gouverner une ville à gauche? Qu'est ce que la gauche peut faire au niveau local en Suisse?**

La gauche peut être pionnière dans des dossiers qui s'enlisent au niveau fédéral, voire au niveau cantonal tels que la politique énergétique, le développement durable, ...**la création d'observatoires de cohésion sociale par opposition à une politique répressive contre les «incivilités»...**

le développement du réseau des transports publics, la création de plans de mobilité professionnelle, le soutien à la culture, la création d'observatoires de cohésion sociale par opposition à une politique répressive contre les «incivilités».

**Sur le plan de l'urbanisme, de l'aménagement et de la construction, quelle peut être une position spécifiquement de gauche?**

Se laisser le temps de réfléchir, soit laisser plutôt un terrain en friche durant quelques temps plutôt que de le céder aux premiers investisseurs intéressés et disposant de capitaux. En d'autres termes, planifier le développement de la ville par l'identification de pôles, puis agir

au moyen d'instruments tels que les plans directeurs, les plans spéciaux. S'assurer également de la qualité des projets par le recours à des concours d'architecture, des concours d'aménagistes, de paysagistes.

**Les nouveaux impératifs écologiques (durabilité) peuvent-ils entrer en contradiction avec des objectifs sociaux?**

Aucunement en contradiction. Par exemple, la politique suivie par la Ville de Neuchâtel, qui rejoint par ailleurs celle pronée par l'Office fédéral du développement territorial, soit densifier la Ville dans la Ville permet de créer des quartiers de mixité sociale (PPE, logements à loyers libres, logements à loyers modérés), soit de repeupler la ville d'habitants en évitant ainsi la mobilité forcée, en particulier au moyen de transports individuels motorisés.

**Comment dégager les marges de manoeuvre financière pour prendre en charge les coûts sociaux plus élevés en ville? Est-ce qu'attirer en ville des contribuables aisés est une bonne politique sociale?**

Oui, à condition que la création de ghettos soit évitée, par exemple avec la mixité exprimée ci-dessus que la Ville de Neuchâtel s'emploie actuellement à créer avec la réhabilitation du site de l'ancien hôpital des Cadolles. Au regard de l'augmentation croissante des personnes émergeant à l'action sociale, l'implantation d'entreprises et de contribuables aisés permet d'éviter un

démantèlement des prestations publiques offertes à l'ensemble de la population, ce par un effet de redistribution. Il s'agit toutefois d'attirer ces entreprises et ces contribuables aisés par la qualité de vie et d'environnement offerte et non par une politique d'allègements fiscaux.

**Les villes te semblent-elles être une bonne base pour la gauche afin de partir à la conquête d'autres niveaux politiques?**

Les villes et les communes ont encore un avenir, voire un avenir radieux. A mon sens, la gauche doit se faire l'artisan de la création des agglomérations et

VILLE DE NEUCHÂTEL



Avec une parcelle de 5900 m2, le site de l'hôpital des Cadolles devrait accueillir plus de 300 habitant-e-s de différentes couches sociales.

des régions selon la nouvelle loi fédérale sur la politique régionale. Les villes et les communes doivent s'unir en agglomérations pour conserver, voire développer leurs compétences et travailler ainsi en réseaux. À terme, les cantons devraient également intensifier leurs collaborations. Il ne s'agit donc pas de conquérir d'autres niveaux politiques mais de modifier la structure des niveaux politiques.

*Propos recueillis par Mathias Schaer*

## Tony s'en est allé...

*C'est un pays hagard qui se réveille de dix ans de blairisme en ce mois de juin. Dix ans de communication publique, d'effets d'annonce et de scandales qui auront définitivement marqué l'histoire de la Grande-Bretagne, de la planète...et du socialisme! Tony Blair part avec un bilan rendu illisible par l'insensée aventure irakienne, en laissant bien des questions ouvertes sur la «Troisième Voie» à l'anglaise.*

Tout les mercredis matin, la séance des questions au Premier Ministre offrait le même spectacle: le jeune et séillant David Cameron – leader du parti conservateur – invectivait le chef du gouvernement sur la base d'éléments plus ou moins recuits, en essayant de le piéger sur la date de passation de pouvoir avec son ministre de l'économie. L'autre, sautillant sur son banc, flanqué du pas séillant du tout ministre en question (Gordon Brown), bondissait alors pour reprendre une nuée de chiffres sur combien le gouvernement actuel battait invariablement ceux des deux derniers siècles, tout en balançant quelques piques sur le jeune âge du capitaine adverse ou les péripéties de son shadow cabinet. Là se révélaient toutes les qualités – et les défauts – du personnage: un assemblage de semi-vérités et de totale mauvaise foi, la capacité à s'engager le matin pour le protocole de Kyoto et de promettre au journal du soir l'extension des aéroports britanniques.

### MAUVAISE SANTÉ

Les derniers échanges portèrent notamment sur le National Health Service, au plus mal malgré les énormes investissements consentis dès 1997 et l'aspect central des politiques de santé dans le programme travailliste. Un Tony Blair exalté répétait inlassablement que les temps des «files d'attente» pour des opérations pointues, des IRM ou des traitements anticancéreux avaient été diminués de moitié, alors que de tous les bancs on l'interrogeait sur les conséquences pratiques des coupes budgétaires dans les hôpitaux psychiatriques ou les sommes jamais dépensées, tant les outils de contrôle et d'évaluation étaient contraignants. C'est cet «autisme du résultat» qui caractérise une grande part des objectifs politiques adoptés dans le domaine social et leur analyse par le «système Blair», à l'image de cette

croissance phénoménale de l'économie anglaise durant son règne qui a souvent occulté – même aux yeux du gouvernement – la réalité sociale et les écarts de revenus.

### DES COUPS POUR RIEN

Les mesures proposées dès lors pour lutter contre les foyers de pauvreté et de chômage ne pouvaient avoir que des effets partiels, voir nuls ou négatifs. La réforme scolaire proposant le libre choix de l'établissement et instaurant une concurrence et des classe-

### LA LOTERIE DU PLUS FORT

Les trois quarts des fruits de la croissance sous Blair sont en effet partis vers les foyers les plus aisés. Cette évolution est entre autre permise par la progression fantastique de la dette des ménages, qui a triplé en dix ans, pour atteindre un peu plus de 130'000 CHF par foyer, hypothèques incluses. Confronté aujourd'hui à une montée des taux d'intérêts et du chômage, le système social anglais doit absorber plus de 100'000

déjà un travail, malgré leur statut de «pauvres»! Les échecs sociaux sont essentiellement dus à l'inefficacité des mesures gouvernementales, et le manque de moyens au refus de ponctionner le produit du capital. L'inflation des revenus de ce dernier est d'abord l'effet du peu d'effort à appliquer une fiscalité plus progressive, et les succès de Gordon Brown comme économiste sont salués à la City plutôt que dans les bas quartiers.

### UN GOÛT D'INACHEVÉ

Que restera-t-il de ces dix anstumultueux? Un étrange Premier Ministre, depuis dix ans à la tête de l'économie britannique, qui va devoir gérer la désillusion et poursuivre la tâche de modernisation du pays, qui par moment rappelle plus un pays en développement tant les infrastructures et les équipements ont pu être délaissés au cours des diverses privatisations. Il reste à Gordon Brown au mieux trois ans pour se faire aimer du pays et d'un électoral passablement déboussolé. Au vu des dernières élections locales, la tâche s'annonce difficile, avec de fortes résistances même parmi les députés travaillistes sur les sujets à venir, comme le nucléaire, l'Irak ou les pensions.

En positionnant le New Labour sur le plan des opportunités plutôt que le champ des idées politiques, Blair a emprunté des chemins souvent contraire à l'éthique dont il parle tant. Pourtant, il a réformé les institutions nationales – Chambres des Lords, assemblées «nationales» galloise et écossaise – et résolu le conflit irlandais, et ce avec infiniment plus de tact et de talent qu'il n'en a mis dans la politique internationale et dans sa relation avec le Parti travailliste. Bête de scène, encore jeune, ses succès comme ses excès vont planer pour longtemps sur la gauche anglaise et européenne.

*Nicolas Gachoud*



Manifestation contre la guerre en Irak du 24 février 2007 à Londres. Sa politique internationale aura porté un coup fatal à la popularité du dirigeant travailliste

ments entre les collègues a ainsi renforcé l'isolement et la mise à l'écart de zones déjà précaires. Sous une intention mi-égalitariste, mi-libérale, on retrouve surtout une propension à ménager la chèvre et le chou particulièrement néfaste aux avancées sociales. Dans une interview donné au Guardian, Danny Dorling – professeur de géographie humaine à l'Université de Sheffield – dénonce ainsi l'accroissement des inégalités entre riches et pauvres: «Non seulement nous sommes retournés au niveau des années 30, mais cet écart va encore grandir. Les ghettos à l'anglaise ne sont pas noir ou blanc, ils sont seulement riches ou pauvres».

faillites personnelles par an. Et Gordon Brown a déjà du faire des promesses sur le plan du logement face aux milliers de propriétaires qui ourraient être expulsés dès la prochaine hausse des taux, au cours de l'été.

L'incroyable inflation des working poors est la seule cause de la baisse du chômage en 10 ans, cachant le manque de création de postes qualifiés. Pire, la réduction de la pauvreté dans les familles – avec l'objectif d'un millions d'enfants concernés – n'a jamais pu être réalisée à plein, l'outil majeur du gouvernement étant l'accès facilité à l'emploi, dans des foyers où les parents concernés avaient souvent

## UDC: faites vos jeux

*Pendant que le parti de Blocher se complait dans le rôle auto-proclamé de chevalier blanc du capitalisme helvétique, de récents scandales montrent le sens concret de cette affirmation.*

Derrière la face lisse de parti patriotique unique que le Parti suisse du peuple (UDC) arbore, par campagnes d'affiches et discours du dimanche interposés, se cache une réalité bien plus profane. Celle d'une formation politique dont des membres sont impliqués dans des affaires de dumping salarial et de bradage du patrimoine industriel.

### FENACO: UNE COOPÉRATIVE AGRICOLE PARTICULIÈRE

Dénoncée par le syndicat UNIA, l'affaire Fenaco concerne le chantier de construction du nouveau centre névralgique de cette puissante coopérative agricole, dont le capital propre est estimé à 1,7 milliards de francs, et qui regroupe environ 7500 salariés-e-s. Les ouvriers du bâtiment d'origine tchèque engagés par le

biais d'un intermédiaire suisse sont en effet payés entre 700 et 1200 francs par mois, contrairement aux 5100 francs mensuels prévus par la convention-cadre nationale du secteur. Face aux tentatives d'explications exotiques de l'entreprise en question, l'inspection du travail du Canton de Berne a répondu par une fin de non-recevoir. Se cachant derrière son rôle de mandant, la Fenaco tente de dégager en corner, invoque la prétendue virginité de son casier en matière de violation des conditions de travail et applique la stratégie de l'autruche. Le Conseil d'administration de la coopérative compte notamment le chef du groupe parlementaire de l'UDC au Conseil national, Caspar Baader, le vaudois Guy Parmelin et le bernois Lienhard Marschall parmi ses membres.

### DES BANQUES, DE L'INDUSTRIE ET DE L'UDC

Deuxième affaire impliquant des colistiers de Christoph Blocher: le rôle de la Banque cantonale zurichoise (ZKB) et des représentants UDC en son sein dans le bradage de différentes entreprises industrielles aux noms prestigieux, telles que Sulzer, Saurer ou Ascom. Ainsi, l'ancien requin de la place financière zurichoise, Martin Ebner, un proche de Christoph Blocher, a directement profité de la vente de Saurer à des investisseurs étrangers par le biais d'instruments hautement spéculatifs mis à disposition par la ZKB. En ce qui concerne Sulzer, ancien fleuron de l'industrie des machines helvétiques, sa reprise par l'oligarque russe Viktor Vekselberg et le financier Ronny Pecik, s'est faite avec les mêmes méthodes. Aujourd'hui,

il n'est pas exclu que l'édifice financier soutenu par la banque zurichoise s'écroule prochainement. Face aux demandes de plus en plus pressantes de faire la lumière sur ces différentes affaires, d'analyser le rôle de la principale banque publique du pays et d'évaluer les raisons de la mise à disposition de l'épargne d'une partie de la population zurichoise pour des opérations mettant en danger les places de travail dans les entreprises convoitées, le Conseil d'administration se mure dans le silence après avoir fait porter le chapeau au directeur général Hans Voegeli. Le président du Conseil d'administration s'appelle Urs Oberholzer. Il est membre de l'UDC.

Source: *work*, édition du 11 mai 2007, pages 4 et 5.

Philipp Müller

## Initiative pour la protection contre la violence des armes: c'est parti!

Par Eric Peytremann

L'usage des armes est de plus en plus redouté par la population – notamment en ce qui concerne la détention à domicile des armes des militaires. Ce souci est partagé par certains policiers, qui redoutent par exemple la catastrophe que représenterait une attaque par fusil à pompe dans un train. Or la loi sur les armes est beaucoup trop laxiste, et la révision en cours aux Chambres fédérales ne laisse entrevoir aucun renforcement substantiel en matière de protection contre la violence des armes. Nous avions déjà constaté l'an dernier l'échec des multiples interventions parlementaires contre les abus en matière d'exportation de matériel de guerre – avec pour résultat le lancement de l'initiative «Pour l'interdiction d'ex-

porter du matériel de guerre», qui incidemment est sur le point d'aboutir.

Nous nous retrouvons dans la même situation aujourd'hui: ayant perdu tout espoir d'un sérieux renforcement de la loi sur les armes par la voie parlementaire, une cinquantaine de partis et d'organisations, réunis à Berne le 25 mai dernier, se sont prononcés en faveur du lancement d'une initiative populaire fédérale, intitulée «Pour la protection face à la violence des armes». Les personnes présentes ont souligné que les 2,4 millions d'armes à feu qui circulent pratiquement librement en Suisse aujourd'hui représentent un danger inacceptable pour la société, et notamment pour beaucoup de femmes.

Voici les points saillants des amendements constitution-

nels proposés (\*):

- Le droit d'acquérir, de détenir, de transporter, d'utiliser et de céder des armes est strictement limité aux personnes qui apportent la preuve de nécessité et qui ont obtenu une formation adéquate;

- Les armes particulièrement dangereuses telles que les fusils à pompe ne peuvent être ni acquises ni détenues par des personnes privées;

- En-dehors des périodes de service militaire, l'arme à feu des membres de l'armée est conservée dans des locaux sécurisés de l'armée. La cession d'armes à feu aux militaires après la fin du service est exclue.

- La Confédération tient un registre fédéral des armes à feu.

Un certain nombre d'organisations doivent encore faire

approuver le soutien à cette initiative par leurs organes délibérants. Tenant compte des démarches officielles auprès de la Chancellerie fédérale, ainsi que de divers travaux préparatoires, il est prévu de faire démarrer la récolte de signatures vers la mi-août 2007. Bien que le minimum requis soit de 100'000 signatures, il est souhaitable de viser le chiffre de 125'000.

Si l'on en juge par les nombreuses remarques entendues sur les stands de récolte de l'initiative pour l'interdiction d'exporter des armes, la population, principalement féminine, s'impatiente, au point de nous mettre carrément en demeure de la lancer, cette initiative: «Alors, elle vient, cette initiative contre les fusils d'assaut à la maison?»

(\*) Voir projet de texte sur [www.protection-armes.ch/](http://www.protection-armes.ch/)

## Y a-t-il des raisons de refuser le droit de vote dès 16 ans?

*Pourquoi est-ce si important de donner ce droit à des jeunes si tôt? et pourquoi toute cette polémique autour de la question? Ne faudrait-il pas plutôt s'interroger sur l'existence de raisons de ne pas le faire?*



La Landsgemeinde de Glaris a voté en faveur du droit de vote pour les jeunes dès 16 ans. Une première suisse sous cette forme.

Par Elena Nuzzo

Si la demande vient des jeunes eux-mêmes, quelles sont les raisons sérieuses de la refuser?

Les arguments contre le droit de vote des jeunes ont déjà été trop répétés et de manière trop superficielle. Essayer de dépasser les nombreux stéréotypes courants sur les jeunes et s'interroger sur ce qui pourrait se cacher sur l'autre face de la médaille, voilà un défi bien plus «jeune»!

### DÉSINTÉRÊT POLITIQUE? QUI EN SOUFFRE RÉELLEMENT?

Premier cliché: «Les jeunes ne s'intéressent pas à la politique». Selon quelle réalité? La toute récente actualité offre une vaste palette d'exemples qui contredisent cet avis. Le petit canton de Glaris – souvent conservateur dans ce qui se réfère à la famille et aux rôles générationnels – vient d'approuver par main levée l'élargissement du droit de vote aux jeunes dès seize ans. Les médias français, dans la foulée des élections, ont grandement

souligné le haut niveau de participation qui a impliqué aussi, et de manière complètement inattendue, les jeunes. Les deux épisodes relativisent la pertinence des discours «traditionnels» sur la jeunesse, particulièrement ceux concernant leur présumé manque d'intérêt pour la politique. Ce ne sont pas les jeunes qui se désintéressent de la politique... mais le monde politique s'intéresse-t-il vraiment à la jeunesse? Une interrogation qui pourrait presque se montrer pertinente dans l'ensemble du champ européen.

En effet, depuis les mobilisations des années 60, les jeunes revendiquent davantage d'espaces de participation aux décisions qui les concernent directement. Depuis presque autant de temps, des professionnel-le-s du social et des autorités publiques les soutiennent pour cela.

Frossard, spécialiste lausannois en matière de politiques publiques en faveur des jeunes rappelle notamment que «dans les années 1970 et 1980, la jeunesse est devenue un groupe

social destinataire de politiques de promotion de la participation et d'encouragement, d'abord dans les régions urbaines. On constate aujourd'hui une extension du mouvement en faveur de mesures d'encouragement, ainsi que le développement de politiques globales qui prennent en compte les enfants et les jeunes, dans une perspective incluant des préoccupations éducatives, préventives, protectrices et participatives (...) [pour] la jeunesse, comprise comme un groupe allant au-delà de l'âge de la majorité civique». S'il parle aussi de «convergence substantielle des politiques de protection et d'aide, et des politiques d'encouragement», alors dans le contexte cantonal et fédéral, de manière analogue, pourrait-on s'attendre à des mesures concrètes en faveur d'un élargissement des espaces de participation pour les jeunes?

### VERS QUOI NOUS DIRIGEONS-NOUS?

On peut espérer que le vote de Glaris fasse bouledeneige. Le canton de Berne examinera prochainement la question, alors que les débats avancent dans le canton de Vaud. Le peuple vaudois a déjà approuvé, avec sa nouvelle Constitution, la prise en compte des intérêts des jeunes (art. 62 et 70), et une nouvelle attention à l'éducation civique pour faciliter l'ouverture du monde politique à la jeunesse, notamment en instituant aussi une Commission des Jeunes (art. 85). Ce même printemps, le Département de la formation et jeunesse a mis en consultation un avant-projet de loi pour une politique de la jeunesse réalisant les vœux constitutionnels.

Avant d'argumenter contre ce droit de vote, on devrait tout d'abord être capable de défendre le fait que des centaines de milliers de suisses et

de suissesses ont ce droit mais ne s'intéressent pas à la politique et ne participent ni aux élections, ni votations. L'on pourrait aussi s'étonner que personne n'ait encore demandé que l'on retire le droit de vote aux personnes trop âgées en raison de la perte de lucidité constatée avec l'âge...

Du moment que la législation suisse reconnaît à partir de seize ans la liberté de créer la vie (à travers la maturité sexuelle), que l'Eglise catholique (pour une fois...) est moins conservatrice que l'autorité laïque et s'inscrit dans la même optique (droit de vote à son interne dès ce seuil d'âge) et qu'on considère les jeunes de seize ans assez responsables pour leur confier des moyens de locomotion, mettant en danger la vie des autres voyageurs/euses...

Les jeunes qui ne s'intéressent pas à la politique n'iront vraisemblablement pas voter. Craint-on plutôt que les jeunes arrivent véritablement à modifier les traditions suisses? Les enjeux et les stéréotypes en ce contexte, rappellent de près ceux concernant l'octroi du droit de vote aux femmes ou aux étrangers... Peut-être nos vieillissants politiques ont-ils déjà perdu la mémoire sur les expériences vécues dans les années 60 et 70, quand nombre d'entre eux avaient participé à ces mobilisations pour demander de pouvoir participer à ce qui touchait directement à leur vie quotidienne...

A lire:

BERNASCONI, L., et NUZZO E., *Partecipazione e Autodeterminazione*, Bellinzona, Ed. Associazione Forum cantonale dei Giovani, 2005

FROSSARD Stanislas, *Emergence et développement des politiques cantonales de la Jeunesse*, Chavannes, IDHEAP, 2003



Les ouvrages signés par des politicien-ne-s suisses sont relativement rares, comparativement à ce qui se fait chez nos voisins français. Pourtant, les traditions changent et, ces derniers mois, plusieurs ouvrages politiques ont fleuri sous nos latitudes. Ce genre d'ouvrage est trop facilement rangé par les médias dans la catégorie «coup de marketing politique» en période électorale; cela est parfois justifié... Cependant, l'ouvrage d'Alain Berset et Christian Levrat mérite le détour à plusieurs titres. Structuré en trois temps, il traite dans la première partie du bilan de la législature 2003-07, sous l'angle de la détérioration des pratiques politiques depuis l'élection de Blocher; dans un deuxième temps, il passe en revue les principaux dossiers économiques et sociaux; pour terminer enfin dans le dernier chapitre une proposition de contrat gouvernemental entre le PS, les Verts et le PDC pour la prochaine législature.

#### LA CONCORDANCE DÉCHUE?

Après quelques anecdotes assez savoureuses sur la tactique de Joseph Deiss pour s'assurer le soutien des élus fribourgeois lors de l'élection du Conseil fédéral en 2003 et les maladroites de Ruth Metzler lors de l'accueil des nouveaux élus, le livre s'attarde dans la première partie sur la signification de l'élection de Christoph Blocher et de Hans-Rudolf Merz en décembre 2003.

Avec l'élection de Blo-

## Sortir de la «politique d'épiciers»

*Le livre des deux élus socialistes fribourgeois Alain Berset et Christian Levrat fournit une analyse lucide de la dernière législature et offre des perspectives de changement.*

cher, on passe à une pure «concordance arithmétique», sans le moindre accord minimal entre les principaux partis gouvernementaux. Même si ce constat est pertinent, il faut toutefois rappeler que la politique suisse a toujours, en grande partie, fonctionné de la sorte par l'intégration successive des oppositions (d'abord le PDC, puis le PAI, ancêtre de l'UDC, puis le PSS) au sein du gouvernement, proportionnellement aux forces politiques représentées au Parlement. La nouveauté de l'élection de décembre 2003 réside avant tout dans le clair glissement à droite du Conseil fédéral et la présence au gouvernement d'un politicien, incapable de se soumettre aux règles de la collégialité.

A propos de la détérioration des pratiques politiques, le livre décrypte, sur la base de nombreux exemples, les stratégies sans scrupule de Blocher et de l'UDC, en montrant les intrigues, les provocations calculées et les rivalités au sein du «collège gouvernemental». A ce jeu-là, Blocher, bien secondé par l'UDC, est passé maître. Ce qui fait dire à son collègue gouvernemental, Pascal Couchepin (p. 14): «*Oui, je crois que l'attitude de Christoph Blocher est dangereuse pour notre démocratie. (...) Oui, l'UDC joue de plus en plus fortement avec les émotions du peuple. Elle considère le peuple comme une masse manipulable.*»

#### LES DOSSIERS OUBLIÉS

La deuxième partie traite des principaux sujets économiques et sociaux. Sont ainsi passés en revue la politique monétaire de la BNS, la politique conjoncturelle, la fiscalité, les politiques sociales ainsi que l'évolution du partenariat social. A nouveau, le duo fribourgeois

de l'économiste et du syndicaliste développe une analyse pertinente et dégage des pistes de réforme intéressantes (politique conjoncturelle favorable à la croissance, retraite flexible, sécurisation des parcours professionnels...).

Cette partie montre en particulier comment la nouvelle majorité gouvernementale radical-UDC a largement laissé tomber ces sujets centraux, pour les laisser aux seules forces du marché ou aux seules mesures d'économies, ce qui se traduit par une remise en cause unilatérale des assurances sociales.

Le chapitre consacré à la politique conjoncturelle est très révélateur. Les idéologues libéraux à la tête du SECO ont décrété, à rebours du bon sens, l'impuissance et l'inutilité de toute politique conjoncturelle, réduite à la portion congrue dans ce nouveau secrétariat d'Etat, créé par Couchepin à la fin des années 1990. Le SECO se focalise ainsi uniquement sur des questions structurelles (vieillesse démographique et nécessité d'élever l'âge de la retraite, finances publiques ou manque de concurrence dans le secteur de la santé...) alors qu'une politique conjoncturelle plus active permettrait d'atténuer grandement la progression du chômage en période de ralentissement de la croissance.

#### SORTIR DE LA «POLITIQUE D'ÉPICIERS»

Enfin, la dernière partie porte sur la perspective d'un nouveau contrat de législature entre les principales forces progressistes du PDC, du PSS et des Verts.

Contrairement à tous les pays européens, la composition du Conseil fédéral ne s'est jamais basé sur la conclusion d'un vrai «programme gouvernemental» minimal entre les principales for-

ces politiques présentes au Parlement. Tout se passe au «coup par coup», aux coalitions de circonstance, sans que le citoyen ne comprenne grand chose aux grands axes de la politique. Cela s'explique principalement par l'existence de la démocratie directe, en particulier du référendum, et par la faiblesse des partis politiques à l'échelon national, en particulier des partis bourgeois, gangrenés par les intérêts économiques organisés.

La gauche ne sera pas majoritaire toute seule avant longtemps, elle se doit de conclure des alliances minimales ou une «coalition de centre gauche», qui reste un objectif réaliste. En 2003, sans la défaillance de certains élus PDC soutenant plutôt Blocher que la candidate de leur parti (révélateur une fois de plus de la faible cohésion des partis au niveau national!) l'élection de Blocher aurait été impossible. La perspective d'une majorité de «centre gauche» reste un objectif réaliste et marquerait un tournant de la politique suisse et une rupture avec les pratiques d'épiciers habituelles.

Un tel projet permettrait surtout de revaloriser le rôle des partis politiques, trop largement pénétrés par les intérêts économiques sectoriels qui font la loi dans les processus de décision, souvent opaques. Cependant, il est probable que le PDC, même si cela pourrait lui permettre de regagner un siège au Conseil fédéral, refuse et soit incapable de s'aventurer à «faire de la politique».

André Mach

A lire: A. Berset et Ch. Levrat (2007). *Changer d'ère. Pour un nouveau contrat gouvernemental*. Lausanne: Editions Favre.

## Une législature perdue, sauf pour l'UDC et l'économie

*2003-2007, une législature perdue. Beaucoup l'ont pressenti dès l'élection de Christoph Blocher, le 10 décembre 2003.*

Yvette Jaggi (article paru dans *Domaine public*, 21.5.2007)

Ils avaient raison constatent les deux parlementaires fribourgeois, Alain Berset et Christian Levrat, qui aspirent tous deux à *Changer d'ère* dans leur manifeste commun «Pour un nouveau contrat gouvernemental» (cf. p 14 de ce numéro). Vraiment perdues, ces quatre années? Pas pour l'UDC en tout cas, ni pour son grand inspirateur Christoph Blocher qui s'est affirmé à l'exécutif fédéral, dont il est devenu de facto le président permanent - pour ne pas dire le patron - au mépris de la loi et du principe de collégialité, comme l'a bien montré François Cherix (*Le Temps*, 26.10.06).

#### LE PHÉNOMÈNE UDC

En forte progression depuis 1995, l'Union Démocratique du Centre a obtenu les meilleurs résultats aux élections de 2003: 26,6% des suffrages exprimés, 63 élus aux Chambres fédérales (55 conseillers nationaux, 8 députés aux Etats), un deuxième conseiller fédéral en la personne de Christoph Blocher. Victoire aux points, valorisée sur la durée. Sans jamais se reposer sur ses lauriers, constamment en campagne, faisant montre d'un professionnalisme impressionnant et d'une agilité sans pareille, l'UDC élabore, déploie, coordonne et le cas échéant corrige ses stratégies à l'échelon suisse. Dans un pays où les sections cantonales jouissent d'une grande autonomie au sein des partis nationaux, l'UDC est la seule formation politique disposant d'une véritable direction centrale, de facto située à Zurich, où l'UDC a tout son état-major, du conseiller fédéral Christoph Blocher au président Ueli Maurer en passant par les idéologues Hans Fehr, Christoph Mörgele et Ulrich Schliker - pour ne rien dire de ses principaux relais économiques et

généreux pourvoyeurs de fonds, qui alimentent le plus gros budget de parti en Suisse.

Maniant la provocation, le paradoxe et la désinformation jusqu'aux franges de la décence

*...Maniant la provocation et la désinformation, les stratégies de l'UDC manipulent...*

et de la légalité, les grands stratèges de l'UDC manipulent les faits et les foules avec une efficacité et un cynisme remarquables. Au point de réinterpréter l'histoire: 47% de non au milliard de cohésion européenne, «ce n'est pas une victoire pour l'UDC, mais un succès» proclame Ueli Maurer (24 Heures, 27.11.06) au lendemain d'une votation dont le résultat ne semble pas l'avoir trop déçu. Et de se poser lui même en sauveur du siège zurichois au Conseil des Etats, en écartant sans ménagement le candidat désigné officiellement depuis plusieurs semaines. Et de passer sous silence les nombreux échecs locaux enregistrés par les candidats UDC aux exécutifs des cantons et des villes.

Pour les élections d'octobre prochain, l'UDC s'est d'emblée fixé un objectif ambitieux, quantifié, donc vérifiable: 100'000 électeurs supplémentaires. La machine à les conquérir est en marche depuis l'automne dernier: programme très complet, sélection attentive des candidats sous réserve de changements éventuels en cours de campagne, apparetements et accords électoraux à géométrie variable selon les cantons, listes communes et accords opportunistes dans les cantons, campagnes de propagande différenciées selon les thèmes et supports (y compris les prairies fauchées de façon à faire ressortir le message en haut relief végétal). Les actions de proximité visant des publics-cible définis se multiplieront au fil des mois pour culminer dès la rentrée.

#### ET LE PS?

En face, le parti socialiste, pôle opposé de la politique fédérale, a proclamé son intention de redevenir le principal parti de Suisse et de casser la majorité de droite au Conseil fédéral, une double visée probablement hors

de portée désormais. Les échéances intermédiaires sont en effet peu encourageantes pour le PSS: combat insuffisamment motivé pour la caisse unique balayée en mars dernier par le peuple et les cantons, sévère recul aux récentes élections cantonales zurichoises, votation référendaire à haut risque sur la 5ème révision de l'assurance-invalidité le 17 juin prochain. Mais, comme l'assure le président Hans-Jörg Fehr (*La Liberté*, 28.04.07), on ne change pas une stratégie à six mois du scrutin...

En définitive, la législature 2003-2007 s'annonce bel et bien perdue. En particulier pour la lutte contre la dégradation des moeurs et usages politiques, pour la mise en oeuvre des réformes institutionnelles pourtant nécessaires, pour les solutions innovantes en matière de financement des assurances sociales. Et tandis que la concordance politique parvient tout juste à frileusement maintenir le statu quo, la croissance économique retrouvée surprend, enivre même, par son rythme et une ampleur qu'on n'osait pas imaginer en 2003.

#### A LIRE: LA PAUVRETÉ EN SUISSE ENFIN ANALYSÉE

**La pauvreté en Suisse est à peine visible, souvent cachée mais elle existe néanmoins. Caritas vient d'éditer le «Manuel sur la pauvreté en Suisse» premier ouvrage de référence en français sur le sujet. Les causes et les formes de la pauvreté ainsi que les possibilités d'en sortir y sont notamment analysées.**

**Le «Manuel sur la pauvreté en Suisse» donne pour la première fois une vue d'ensemble, accessible à tous, des connaissances actuelles sur ce sujet, mais soulève la difficulté d'estimer le nombre de personnes pauvres en Suisse. En effet, nous ne disposons pas de statistiques sur la pauvreté et celles de la perception de l'aide sociale négligent le fait que près de la moitié des personnes ne font pas usage de leur droit au soutien de l'Etat. Par ailleurs, le nombre de personnes pauvres dépend fortement du seuil de pauvreté choisi et il n'a pas été possible jusqu'à présent de fixer un minimum vital valable pour tous.**

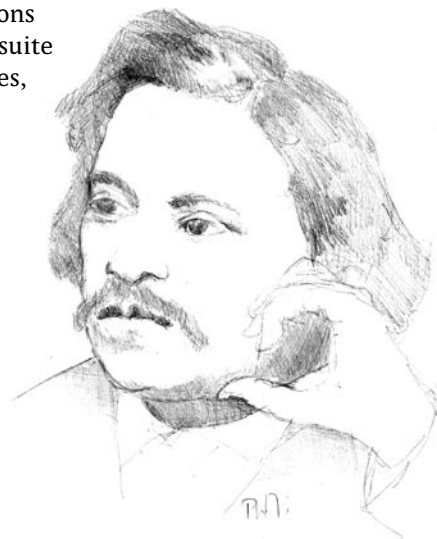
**A lire: Christin Kehrli et Carlo Knöpfel, Manuel sur la pauvreté en Suisse, Editions Caritas, 2007, 224 pages, de nombreuses illustrations en couleurs, 42 francs. Disponible dans les librairies ou chez Caritas Suisse, Löwenstrasse 3, 6002 Lucerne, tél. 041 419 22 22, fax 041 419 24 24, courriel: info@caritas.ch, Internet: www.caritas.ch/shop.**



# Paul Lafargue

«Une étrange folie possède les classes ouvrières des nations où règne la civilisation capitaliste. Cette folie traîne à sa suite des misères individuelles et sociales qui, depuis des siècles, torturent la triste humanité. Cette folie est l'amour du travail, la passion moribonde du travail, poussée jusqu'à l'épuisement des forces vitales de l'individu et de sa progéniture. Au lieu de réagir contre cette aberration mentale, les prêtres, les économistes, les moralistes, ont sacro-sanctifié le travail. Hommes aveugles et bornés, ils ont voulu être plus sages que leur Dieu; hommes faibles et méprisables, ils ont voulu réhabiliter ce que leur Dieu avait maudit. Moi, qui ne professe d'être chrétien, économe et moral, j'en appelle de leur jugement à celui de leur Dieu. Dans la société capitaliste, le travail est la cause de toute dégénérescence intellectuelle, de toute déformation organique». *Le droit à la paresse* (1880)

*Paul Lafargue (1842-1911). Etudiant en médecine, il connut à Londres F. Engels et Karl Marx, dont il épousa la fille, Laura. Il participa à la Commune de Paris puis à la fondation du Parti Socialiste Ouvrier Espagnol. Il rencontra J. Guesde et fonda le Parti Ouvrier Français (1880), le premier parti marxiste du pays. Auteur de l'ouvrage célèbre Le droit à la paresse (1880), d'un Cours d'économie sociale (1884), etc...*



## agenda

**Du 19 au 26 mai**  
**A l'occasion du G8:**  
**Marches européennes contre la précarité.**  
 25 mai, Berne: 20h00: conférence «Revenu universel au lieu de pavreté», aula de la haute école des arts.  
 26 mai, Bâle: 14h00, Clapratz: manifestation en direction du camp de rétention et de la frontière de Weil am Rhein, Allemagne. Traversée symbolique de la frontière et jonction avec les marches allemandes et françaises.

**Du 2 au 8 juin**  
**Contre-sommet au G8**  
 Dans les environs de Rostock/Heiligendamm, Allemagne.

**19 juin 2007**  
**Débat: «Révision de la Constitution et participation citoyenne»**  
 Invité: Andreas Gross, Modératrice: Joëlle Kunz  
 Lieu: Maison des Associations, 15 rue des Savoises, Genève

P.P.  
 CH-1450 Sainte-Croix

**Pages de gauche**  
 Mensuel d'opinions socialistes

## Paroles urbaines

Cette disparité entre recettes fiscales des villes et des banlieues aboutit à une augmentation du clivage entre pauvres et riches; [...] de raciale qu'elle était, la ségrégation scolaire tend à devenir une ségrégation de classe. [...] Si la crise des villes illustre l'inadéquation des structures politiques actuelles, elle fournit également la preuve de l'échec d'une société capitaliste dite de libre concurrence en matière de développement urbain.

François Masnata, *Autopsie d'une Amérique*, Paris, Payot, 1973, pp. 46 et 54

Alors que le nouveau siècle commence, il devient de plus en plus évident pour les habitants des villes, que ce soit dans les pays industrialisés ou les pays en voie de développement, qu'il y a un conflit intrinsèque entre l'automobile et la ville. Le véhicule qui promettait la mobilité, et l'a effectivement apportée dans les sociétés essentiellement rurales, ne parvient pas à la fournir dans les villes. En effet, quand dans une ville de plus en plus de gens

essaient d'accéder à la mobilité en conduisant, ils deviennent progressivement moins mobiles.

Lester Brown, *Eco-économie. Une autre croissance est possible, écologique et durable*, Paris, Seuil, 2003, p.299

Pourquoi les riches ont-ils tant de difficultés à aider les pauvres? Le mal dominant du monde moderne est le déséquilibre absolu entre la ville et la campagne, un déséquilibre sur la plan des richesses, de la culture, du pouvoir, de l'attraction et de l'espoir. La ville s'est étendue à l'extrême tandis que la campagne s'est atrophiée. [...] Il n'existe aucune solution aux maux que sont le chômage des masses et la migration massive vers les villes, à moins que l'on ne parvienne à améliorer globalement le niveau de vie des campagnes.

Ernst Schumacher, *Small is beautiful. Une société à la mesure de l'homme*, Pqaris, Seuil, 1978, p. 210